



La Lettre de l'Adac

n°50-51 – mai 2021

Editorial

Parmi les impacts sociaux négatifs que la pandémie occasionne, il y a la mise à mal des associations. C'est le cas pour l'Adac qui ne peut assurer normalement les liens personnels et affectifs entre ses adhérents alors que la pandémie nous a touchés ou nous touche encore plus ou moins directement. Les derniers mois ont notamment vu plusieurs collègues nous quitter quand l'accompagnement pour leur dernier voyage s'est fait dans des conditions désolantes pour leurs proches et leurs amis. L'Adac témoigne à leurs familles son soutien et veille à leur mémoire par les témoignages publiés dans notre site ou édités dans cette lettre. Cependant, les motifs laissant espérer une amélioration de la situation se précisent. La vaccination progresse et j'espère que vous en bénéficiez. Les mesures de confinement aussi s'allègent. Nous comptons pouvoir prochainement réactiver nos activités en « présentiel », mot que la crise nous a fait découvrir. Cette espérance est portée par un nouveau bureau dont l'élection s'est faite au mois de janvier 2021, dans le cadre d'une AG dont nous vous rendons compte ici. Par ailleurs, toujours en janvier, j'ai signé pour l'Adac une nouvelle convention de partenariat avec le Cirad qui va connaître prochainement une nouvelle présidence. Je note enfin une reprise dynamique des adhésions qui nous rapproche du niveau atteint en 2019. C'est donc dans un cadre qui évolue que les conditions d'un fonctionnement se rétablissent progressivement. Avec votre concours, nous nous tenons prêts pour ce qui sera un nouveau départ.

Le président
Jacques Chantereau

L'assemblée générale des exercices 2019 et 2020

En 2020, les circonstances sanitaires nous ont obligés à reporter deux fois l'assemblée générale de l'exercice 2019. Finalement, nous avons pu l'organiser au mois de janvier 2021, en même temps que l'AG de l'exercice 2020. Cette assemblée, initialement prévue d'être tenue en présentiel, a dû finalement se faire sous forme d'une consultation électronique et postale avec pour date limite de renvoi des votes le 25 janvier 2021. A cette fin, il avait été préalablement adressé aux adhérents, un rapport moral couvrant 2019 et 2020, deux rapports d'activités 2019 et 2020, deux rapports financiers 2019 et 2020 avec l'avis du commissaire aux comptes. Les adhérents étaient également consultés aux fins d'élire un nouveau bureau pour lequel 11 personnes ont présenté leur candidature. Le dépouillement des votes de l'assemblée s'est fait le 28 janvier 2021 en présence de Marie-Gabrielle Bodart, Jacques Chantereau, Jean-Pierre Gaillard, Christiane Mellet-Mandard et Nicole Pons. Avec 59 votants, le quorum a été atteint et les quitus aux différents rapports ont été donnés. Tous les candidats se présentant au nouveau bureau ont été élus. Par rapport au précédent bureau, ont été actés trois nouvelles arrivées : André Berthaud, Philippe Ourcival et Jean-Philippe Tonneau, et deux départs : Monique Barbron et Georges Raymond. Georges Delbosc ne s'est pas représenté pour raison de santé.

Le 16 février 2021, lors de la réunion virtuelle de son conseil d'administration, l'Adac a procédé au renouvellement de son bureau dont la composition est la suivante :

Président : Jacques Chantereau

Vice-présidente : Marie-Gabrielle Bodart

Secrétaire général et chargé des relations avec le Cirad : Jean-Philippe Tonneau

Secrétaire générale adjointe et chargée des questions de mutuelle avec le Cirad : Christiane Mellet-Mandard

Trésorière : Christiane Mellet-Mandard

Chargée de communication : Nicole Pons

Administrateur du site internet : Francis Ganry

Chargé de missions : Jean-Pierre Gaillard

Chargé de missions : Jean Pichot

Chargé de missions : Robert Schilling

Conseiller : André Berthaud

Conseiller : Philippe Ourcival

Dans le même temps, l'Adac a aussi réactualisé sa plaquette de présentation.

Actuellement, les réunions du nouveau bureau de l'Adac se tiennent toujours en visioconférences avec l'espoir qu'il sera possible de revenir à une situation normale dans les mois prochains pour pouvoir relancer activement nos activités.

Nouvelle convention cadre de partenariat Adac-Cirad

Nous arrivions, en 2021, au terme des cinq années d'application de la convention de partenariat entre l'Adac et le Cirad, signée le 4 juillet 2016. De plus, ce document, qui cadre nos relations respectives, avait besoin d'être réactualisé avec, entre autres, la prise en compte de modifications d'accès au site intranet du Cirad. Un avenant de la convention à ce sujet avait d'ailleurs été signé en 2019. Après discussions en distanciel, une nouvelle convention a été signée le 19 janvier 2021 entre Michel Eddi, PDG du Cirad, et Jacques Chantereau, président de l'Adac. Elle ouvre, pour cinq nouvelles années, un cycle de relations actualisé.

Des nouvelles de l'éméritat au Cirad

Le Cirad a créé en 2020 le statut d'expert émérite pour permettre à des retraités récents d'accompagner des chercheurs en activité du Cirad dans la réponse à des expertises de secteurs porteurs et où le Cirad a perdu des compétences.

Deux appels d'offre ont permis au Codir d'attribuer le statut d'experts émérites à 11 anciens. Un nouvel appel est prévu d'ici la fin d'année 2021. Les appels ne font pas de distinction entre cadres et non cadres : tous peuvent postuler.

Les premiers accords cadre ont été signés. Ils ont une durée de trois ans, renouvelable. Ils régissent les relations (droits et devoirs) entre le Cirad et l'expert. Les experts émérites bénéficient alors de certains appuis et services du Cirad, en particulier l'accès à l'intranet et à la documentation, en créant un lien formel, exigé par la commission informatique et liberté.

Les activités de terrain ont souffert de la situation sanitaire. Néanmoins des missions d'experts émérites sont en cours de réalisation. Des contrats spécifiques, « Accords particuliers », précisent les modalités des prestations, en France et à l'étranger (objet, contenu, durée, lieu d'exécution, méthodologie, équipements nécessaires, rémunération...).

Dans le cadre du suivi de dispositif par les instances représentatives, un premier bilan est prévu. Il sera probablement réalisé au cours du dernier trimestre 2021. Nous informerons la communauté de l'Adac de ses conclusions.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information.

Jean Philippe Tonneau
tonneaujp@wanadoo.fr

Quoi de neuf au Cirad ?

NumBA : une fabuleuse collection de bois entre dans la bibliothèque numérique du Cirad

Une collection originale, constituée d'une sélection de bois tropicaux rejoint NumBA, la bibliothèque numérique du Cirad en agronomie tropicale. Fruit d'une collaboration entre la Dist et l'unité de recherche BioWooEB, cette fabuleuse xylothèque numérique, a vocation à s'enrichir encore.

Composée actuellement de 600 images d'échantillons de bois numérisés provenant de l'Atlas des bois tropicaux, la xylothèque numérique est appelée à s'enrichir dans le cadre du projet NumBois, porté par la Dist et BioWooEB et lauréat de l'appel CollEx 2020. Près de 3 000 autres échantillons, choisis parmi les 34 000 que contient la xylothèque du Cirad seront numérisés et intégreront ainsi NumBA. Il s'agira d'espèces originaires de Guyane et de Polynésie ainsi que d'autres espèces issues des 123 pays représentés dans la xylothèque.

Chaque échantillon de bois numérisé sera accompagné d'une description (métadonnées) et d'informations sur sa répartition géographique, ses appellations vernaculaires, ses principales utilisations. Les différents échantillons ont été collectés, identifiés, répertoriés et rassemblés dès la fin des années 1920 par des explorateurs, des experts forestiers, des botanistes, des passionnés du bois donnant une reconnaissance internationale à la collection ainsi constituée.

A terme, NumBA pourrait accueillir d'autres types d'objets, notamment d'autres ressources sur le végétal : des planches de l'Herbier du Cirad.

Le Cirad et l'AFD s'engagent pour plus de 10 millions d'euros d'investissements sur projets

Michel Eddi, PDG du Cirad, et Rémy Rioux, DG de l'Agence française de développement (AFD) ont signé le 29 janvier une convention-cadre de financement. Il s'agit d'une étape clef dans leur volonté commune de renforcer leur partenariat pour le développement d'agricultures et de territoires ruraux durables au Sud.

Rappelons qu'après une collaboration de plusieurs années, l'AFD, Expertise France et le Cirad ont signé un accord-cadre de partenariat pour la période 2020-2024 à l'occasion du Salon international de l'agriculture 2020. Ils s'engageaient ensemble à promouvoir une agriculture et un élevage durables, qui préserve les forêts et les ressources naturelles dans les pays du Sud, tout en valorisant la qualité des produits alimentaires.

Les premiers accords particuliers en application de cette convention-cadre de financement ont ainsi été lancés :

1. « Contribution à l'Initiative DeSIRA (subvention de 5 millions d'euros)

Cet accord permet à l'AFD de contribuer à l'initiative européenne DeSIRA (Development of Smart Innovation through Research in Agriculture), qui vise à financer la recherche agricole en lien avec le changement climatique dans les pays en développement. Ainsi, l'AFD cofinancera trois projets de recherche coordonnés par le Cirad : FAIR, Cocoa4Future et BioStar, visant respectivement à appuyer la transition agroécologique au Sahel, améliorer la durabilité des systèmes de production cacaoyer en Côte d'Ivoire et au Ghana, et développer des bioénergies durables pour les petites entreprises agroalimentaires d'Afrique de l'Ouest.

2. « Facilité Indications Géographiques » (subvention de 5 millions d'euros)

Cette « Facilité », dont la gestion est confiée au Cirad, vise à développer des indications géographiques (IG) en Afrique, dans la zone Caraïbe et Pacifique, pour améliorer la qualité des produits alimentaires et favoriser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Ce projet comporte des volets relatifs à l'enregistrement et au fonctionnement de nouvelles IG en Afrique, leur reconnaissance dans l'espace européen, mais également à la mise en œuvre de structures de contrôle et de lutte contre la contrefaçon. Grâce à cette facilité, et aux projets déjà en cours sur cette thématique, l'AFD et le Cirad participent ainsi activement à une plateforme mise en place par l'Union africaine pour développer des IG en Afrique, avec l'appui des deux grandes organisations de propriété intellectuelle africaines, l'OAPI et l'ARIPO.

Covid-19 : une équipe du Cirad a créé un test de dépistage très rapide

Une équipe de scientifiques à la Réunion vient de mettre au point un nouveau test de dépistage de la Covid-19 : le RunCov. Réalisé par écouvillon dans le nez, le test appelé RT-Lamp produit un résultat allant de 3 à 28 minutes selon la charge virale. Et ce n'est pas tout. Deux morceaux du génome – les zones S et N – sont amplifiés, et non pas un seul, ce qui permet de confirmer les résultats, en les doublant. Des atouts d'autant plus précieux, qu'arrivent les variants Sars-CoV-2. Quand on sait que les voyageurs doivent aujourd'hui effectuer un test RT-PCR, 72 heures avant de prendre l'avion... grâce à RunCov, ils seront dépistés en 30 minutes.

RunCov présente une sensibilité d'environ 90 %, même avec de faibles charges virales, ce qui réduit considérablement la probabilité de patients faux négatifs.

Ce test est le fruit d'une collaboration à la Réunion entre le Cirad, l'université de la Réunion, le Cyroi (Cyclotron Réunion océan Indien) et le CHU. Le ministère de la Santé vient d'inscrire RunCov dans la liste des tests disponibles. Il devait être testé au CHU du Sud puis mis en service dans les aéroports régionaux pour sécuriser les vols aériens notamment entre la Réunion et Mayotte. En cas de succès, un développement plus large pourrait être envisagé ensuite entre l'île et l'Hexagone, voire intéresser les vols d'affaires, le rapatriement sanitaire, etc.

La fabrique des pandémies : un livre et bientôt un film en partenariat avec le Cirad

Dans la Lettre de l'Adac n°49 nous avons signalé le nouvel ouvrage de Serge Morand paru chez Fayard en septembre 2020 : *L'homme, la faune sauvage et la peste*. L'écologue et spécialiste des maladies infectieuses y montre que les pratiques agricoles dominantes (antibiotiques, pesticides, déforestations...) sont néfastes pour l'environnement et, en conséquence, pour nos systèmes de santé.

En mars 2020 la documentariste Marie-Monique Robin a contacté Serge Morand. C'est ainsi qu'a commencé l'histoire du nouvel essai de Marie-Monique Robin, *La fabrique des pandémies* et du partenariat avec le Cirad. Cet ouvrage, qui mobilise de nombreux travaux et des entretiens inédits avec plus de soixante chercheurs du monde entier, montre comment les activités humaines, en précipitant l'effondrement de la biodiversité, ont créé les conditions d'une « épidémie de pandémies ». Ce que scandent des dizaines de scientifiques internationaux depuis les années 2000. Elle a été accompagnée dans son investigation et dans l'écriture d'encadrés pédagogiques par Serge Morand.

Le Cirad sera l'un des coproducteurs du documentaire du même nom, auquel est associée la comédienne Juliette Binoche. Le film devrait sortir en 2022.

Thierry Lefrançois est nommé membre du conseil scientifique auprès du gouvernement français

Thierry Lefrançois, expert en physiopathologie, diagnostic et épidémiologie des maladies animales infectieuses tropicales, a été nommé membre du conseil scientifique français, pour faire face à la Covid-19. Pour la 1^{re} fois, un vétérinaire rejoint les experts de ce conseil pour éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire, auprès du ministère des Solidarités et de la Santé.

Thierry Lefrançois y voit deux raisons :

- La Covid-19 est une maladie émergente humaine, mais d'origine animale, comme 75 % d'entre elles, d'ailleurs. La santé humaine, la santé des élevages et la santé des écosystèmes sont interdépendantes. Par conséquent, cette nomination est emblématique d'une volonté de décloisonner ces trois domaines, pour l'approche « une seule santé », que promeut le Cirad depuis plus de 10 ans.

- les vétérinaires, ont une connaissance et une pratique poussées des coronavirus, des épizooties, des transmissions inter-espèces, de l'épidémiologie prédictive et des approches multidisciplinaires et multi-acteurs.

Thierry Lefrançois a prévu de solliciter des experts à la DGAL, à l'Académie vétérinaire de France, dans les écoles vétérinaires, à l'Anses, dans les labos de diagnostic, etc. Il s'appuiera aussi sur les compétences des scientifiques du Cirad, pour la plupart issus de l'UMR Astre, qui ont une forte expertise sur les réservoirs de coronavirus, dans la faune sauvage notamment et sur la compréhension des émergences.

Une cartographie sans précédent révèle une perte de 220 millions d'hectares de forêts tropicales humides depuis 1990

Trente ans de données satellitaires sur les perturbations du couvert forestier tropical mondial, c'est le travail inédit qu'a réalisé une équipe associant des scientifiques du Cirad, du JRC (Centre commun de recherche), du Cifor (Center for International Forestry Research) et de l'INPE (Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais, Brésil).

L'étude révèle que la déforestation a été largement sous-estimée par les précédents travaux, en particulier sur le continent africain. En Afrique, la déforestation associée à l'agriculture sur brûlis est de type mosaïque, affectant des surfaces de forêts petites mais multiples, ce qui la rend plus difficile à détecter par satellite. Au niveau mondial, ce sont 17 % des forêts tropicales humides qui ont disparu au profit de l'agriculture et d'autres utilisations des terres depuis 1990. En 2020, il reste 1070 millions d'hectares de forêt tropicale humide dans le monde contre 1290 millions d'hectares en 1990.

Les forêts tropicales qui subsistent sont par ailleurs très dégradées. La dégradation des forêts tropicales, qui est caractérisée par une perte ponctuelle du couvert forestier, est associée majoritairement à l'exploitation de bois, aux feux de faible ampleur et aux perturbations naturelles comme les tempêtes. Sur les 1070 millions d'hectares de forêt tropicale humide en 2020, 10 % constituent de la forêt dégradée et ont une forte chance d'être déforestés dans un futur proche.

Cette étude documente pour la première fois à l'échelle pantropicale et sur une période de 30 ans, l'étendue et les changements de couvert des forêts tropicales humides. Des cartes à haute résolution spatiale fournissent des informations annuelles sur la dégradation, la déforestation et la régénération des forêts tropicales humides sur la période 1990-2019. Surtout, la dégradation est, pour la première fois à si large échelle, différenciée de la déforestation. Le degré de précision des cartes obtenues permet de différencier les causes de déforestation ou de dégradation des forêts : agriculture, exploitation forestière ou feux de forêt. La carte de l'évolution du couvert forestier sur la période 1990-2019 et sur un pas de temps annuel est mise à disposition de la communauté scientifique et du grand public : <https://forobs.jrc.ec.europa.eu/TMF/>.

Coffea stenophylla : une nouvelle espèce digne d'un Arabica haut de gamme

Une saveur comparable à de l'Arabica haut de gamme... Telle est la conclusion d'un jury de professionnels du café à propos de *Coffea stenophylla*. Une adéquation aux exigences gustatives des consommateurs, doublée d'une agronomie intéressante face au réchauffement climatique : l'espèce, endémique de l'Afrique de l'Ouest, pourrait bien rebattre les cartes du marché mondial du café... Car, en effet, cette espèce de caféier se cultive à une température annuelle moyenne de 25°C : soit environ 2°C de plus que le Robusta, et 6°C de plus que l'Arabica ! Ces résultats viennent d'être publiés par le Royal Botanic Gardens, Kew (RBG Kew), le Cirad, l'ONG Welthungerhilfe, le département des forêts de la Sierra Leone et l'Université de Greenwich dans *Nature Plants*.

Nespresso, Starbucks, Supremo, Belco, AST Sensory Skills, La Claque Café et l'Arbre à Café ont dégusté à l'aveugle plusieurs échantillons d'Arabica, Robusta et *Stenophylla*.

A la question « Est-ce que ce café est un Arabica ? », 81 % des juges ont répondu par l'affirmative pour le *Coffea stenophylla*. Malgré ce score élevé de ressemblance avec un Arabica, 42 % des juges ont identifié l'échantillon de *Stenophylla* comme une nouveauté, suggérant une niche de marché pour ce café. Organisée par le laboratoire d'analyses sensorielles du Cirad, cette dégustation a révélé la douceur naturelle de *Coffea stenophylla*, son acidité moyenne, son fruité et une texture en bouche agréable. Parmi les arômes cités, recherchés également dans un Arabica de haute qualité, des notes fruitées et florales de jasmin, fleur de sureau ou rose.

Cette année de nouvelles plantations de *Coffea stenophylla* vont être mises en place en Sierra Leone. Le Cirad prévoit également de tester l'espèce dans différents environnements afin d'évaluer son potentiel agronomique.

Nouveaux retraités

Sont partis en retraite le 31 décembre 2020

Henri-Pierre Aberlenc, cadre, Umr Cbpg (Bios), Montpellier
Claudette André, assistante administrative, Dgdrd-Dcaf, Montpellier
Anna Casabella, technicienne supérieure, Umr Qualisud (Persyst), Montpellier
Philippe Deleporte, cadre, Umr Eco et Sols (Persyst), Montpellier
Christian Delpech, agent de maîtrise, Dgdrd-Ditam, Nogent-sur-Marne
Bernard Dubos, cadre, Upr Systèmes de production (Persyst), Montpellier
Ginot Karramkan, technicien supérieur, Upr Geco (Persyst), Neufchateau (Guadeloupe)
Camille Laffuteur, technicien, Dgdrd-direction régionale, Saint-Pierre Ligne Paradis, La Réunion
Antoine Leconte, cadre, Upr Systèmes de production (Persyst), Montpellier
Julien Mayen, technicien supérieur, Umr PVBMT (Bios), Saint-Pierre Ligne Paradis, La Réunion
Philippe Morant, cadre, Dg, Montpellier
Roger Rieux, technicien supérieur, Upr Geco (Persyst), Petit Morne, Martinique
Didier Snoeck, cadre, Upr Systèmes de production (Persyst), Montpellier

Sont partis en retraite le 31 janvier 2021

Didier Clément, cadre, Umr Agap (Bios), Montpellier

Marc Lacape, cadre, Umr Agap (Bios), Montpellier

Claire Lanaud, cadre, Umr Agap (Bios), Montpellier

Chantal Nilusmas, comptable 2^e degré, Dgdrd-direction régionale, Petit Morne, Martinique

Hervé Saint-Macary, cadre, Dgdrs, Montpellier

Sont partis en retraite le 28 février 2021

Claire Jourdan-Ruf, cadre, Dgdrs-Dist, Montpellier

Marie-Pierre Obede, cadre, Umr Qualisud (Persyst), Montpellier

Sont partis en retraite le 31 mars 2021

Martine Barale, cadre, Dgdrs-Dist, Montpellier

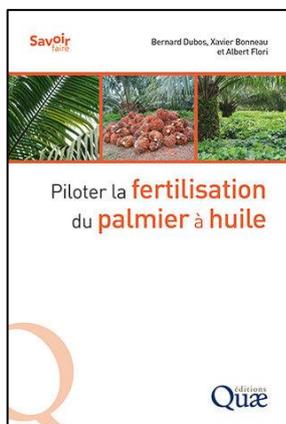
Jacques Dintinger, cadre, Umr PVBMT (Bios), Saint-Pierre Ligne Paradis, La Réunion

Eliane Herbaut, agent administratif, Dgdrd-Drh, Paris rue Scheffer

Patrick Prudent, cadre, Upr Aïda (Persyst) Montpellier

Monique Trova, chef de groupe, Dgdrd-Dcaf, Paris rue Scheffer

Présentation d'ouvrage par Robert Schilling



Piloter la fertilisation du palmier à huile

Bernard Dubos, Xavier Bonneau et Albert Flori

**Editions Quæ
Collection Savoir faire**

Octobre 2020, 88 p.

Le diagnostic foliaire permet de mettre au point une fumure minérale adaptée aux besoins d'une culture dans des conditions données, mieux que ne pourraient le faire une simple analyse de sol ou une évaluation des exportations de la plante. La technique consiste à mesurer les concentrations des éléments minéraux des feuilles et à les comparer à des niveaux critiques déterminés par des expériences au champ. Par définition, un niveau critique est la teneur d'un élément en dessous de laquelle une application de l'engrais a toute chance de provoquer une amélioration « économique » du rendement. Le prélèvement et l'analyse des échantillons foliaires doivent être très précisément standardisés à tous les stades de l'opération : choix et marquage (pour les pérennes) des plantes jugées représentatives, date du prélèvement, rang de la feuille, préparation et conditionnement des échantillons, analyse par des laboratoires spécialisés. Cette méthode a été adaptée aux cultures oléagineuses tropicales (arachide, cocotier, palmier à huile) par l'IRHO (Institut de recherches pour les huiles et oléagineux). Le cas du palmier à huile est développé dans le présent ouvrage.

Les déficiences en éléments minéraux les plus fréquemment observées en palmeraies industrielles sont celles en N, K Mg et B, mais les symptômes visuels sont insuffisants pour établir une formule de fertilisation minérale précise. La définition des seuils de carence sera établie à partir d'un réseau d'essais agronomiques factoriels implantés dans un contexte représentatif de la zone de production, structurée en unités les plus homogènes possibles. Ainsi seront précisés les niveaux à partir desquels les doses d'engrais augmentent les teneurs foliaires sans améliorer le rendement, alimentant ainsi une « consommation de luxe ». On choisira et on marquera dans ces populations les palmiers de référence sur lesquels seront prélevés les échantillons foliaires à analyser. Il sera tenu compte également de l'origine du matériel végétal et de la nature des sols, facteurs qui peuvent avoir une influence sur l'allocation des éléments dans les folioles. Parallèlement, l'efficacité de la fumure minérale sera améliorée par des pratiques culturales conservatrices de la fertilité : maîtrise de l'érosion et du lessivage, recyclage de la biomasse disponible, couverture du sol en jeunes cultures avec des légumineuses annuelles. Cependant, le diagnostic foliaire n'est pas utilisable partout et son application semble réservée, dans l'état actuel de la technique, aux plantations agro-industrielles d'une certaine taille bénéficiant d'un suivi scientifique adapté. La mise au point d'outils robustes, intégrant davantage de variables, permettra de mieux comprendre les déterminants de la productivité afin de répondre aux besoins des petites exploitations qui couvrent environ 40 % des surfaces cultivées dans le monde.

NOŒ COLLEQUES ET AMI(E)Œ DISPARU(E)Œ

Des hommages plus complets sont consultables sur le site internet de l'Adac

Michel Miette – 12 février 2019

Décédé à Paris le 12 février 2019, Michel Miette était né à Sainte-Hélène dans les Vosges le 22 mars 1936, dans une famille de paysans-bûcherons. De cette origine, il gardera toute sa vie un attachement aux Vosges et à sa forêt. En 1956, il obtint son baccalauréat en sciences expérimentales ; de 1958 à 1960, à la Faculté des sciences de Nancy, après le SPCN (certificat d'études physiques, chimiques et naturelles) il passa les certificats de licence en pédologie et botanique agricole ; en 1961 il obtint son diplôme d'ingénieur agronome de l'Ensa. En 1964, après son service militaire, il passa le diplôme d'agronomie tropicale de l'ESAT (Ecole supérieure d'agronomie tropicale) à Nogent-sur-Marne.

Recruté en mai 1964 par l'IRCC, il est affecté en République centrafricaine, au Centre de recherches agronomiques de Boukoko, comme agronome pour la sélection et l'agronomie du caféier Robusta, jusqu'en 1966. D'août 1966 à février 1967, il est affecté à la Direction générale de l'IRCC à Paris pour effectuer des travaux de bibliographie. De mars 1967 à septembre 1972, il est affecté au Cameroun à la station du cacaoyer de Nkoemvone : chargé de l'agronomie, et associé en coresponsabilité à la production végétale (semences sélectionnées et boutures). Il est également adjoint au directeur de la station. De septembre 1972 à août 1977, il est nommé directeur de la station du caféier de Foubot (Cameroun). Il sera chargé de la création de cette station (défrichage et constructions), et de la gestion de 70 employés. Il aura une expérience plus particulière en agriculture sous formes d'essais en station et en vraie grandeur, en plantations intensives et paysannes extensives traditionnelles, ainsi qu'une expérience des associations caféiers arabica avec les vivriers. De septembre 1977 à juin 1983, il sera détaché à la Sodécao (Société de développement du cacao - Yaoundé), comme agronome recherche-développement, pour étudier les thèmes de développements des techniques éventuellement vulgarisables en milieu paysan : modalités de la culture semi-intensive du cacaoyer, associations culturelles entre cultures vivrières et cacaoyers, régénérations, redensifications des cacaoyères, arbres à bois d'œuvre utiles pour l'ombrage des cacaoyers, supervision de la production de semences sélectionnées de cacaoyers... et enfin chargé de la formation des agents de recherche-développement. Il sera en outre responsable pendant 2 ans de la lutte anti-capsides avec 38 véhicules à disposition. De mars 1984 à avril 1986, mis à la disposition du BDPA (Bureau du développement de la production agricole), il sera affecté au Gabon comme chef de projet cacao de la province de Wolen N'toum à la Sonadeci (Société nationale de développement des cultures industrielles) pour l'amélioration des cacaoyères traditionnelles villageoises (replantations, prophylaxie, vulgarisation des techniques agricoles), pour travailler sur un programme de culture semi-intensive chez les planteurs volontaires groupés, et pour le démarrage de deux blocs agro-industriels de cacaoyers. D'avril 1986 à décembre 1989, il est chef du service recherche-développement café-cacao (IRCC-Côte d'Ivoire). Il étudiera des dispositifs de lutte contre la sécheresse en milieu paysan ; il procédera à diverses interventions techniques pour améliorer les techniques traditionnelles ; enfin, il étudiera les effets de l'écimage et de la taille tournante sur le caféier. De 1990 à décembre 1993, il sera nommé responsable de la station Cirad-IRCC de Divo en Côte d'Ivoire. Il étudiera les plantes améliorantes de couverture sur caféier afin de corriger en partie l'abandon de la fertilisation minérale (avec Flemingia et crotalaire comme plantes arbustives à étêter), ainsi que la succession culturale caféier-colatier. Il terminera sa carrière africaine en 1996 comme directeur de station en Guinée Conakry près de Kissidougou. Il prit sa retraite le 31 juillet 1996. Installé à Paris, éloigné de la forêt, sa passion se déplaça tout naturellement sur l'histoire des Vosges.

Philippe Bruneau de Miré – 4 janvier 2021

Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès de notre collègue et ami Philippe Bruneau de Miré, alors qu'il allait avoir 100 ans. Né le 21 octobre 1921 à Paris, il effectua sa scolarité à Paris, puis en Normandie, jusqu'à son baccalauréat en 1938-1939. En 1940 après la débâcle de l'armistice, il se retrouva dans les chantiers de jeunesse en Algérie à Blida-El Afroun : ce fut un premier contact émerveillé avec ce pays. En 1941, il entra à la Faculté des Sciences de Caen, puis à la Sorbonne (botanique-zoologie-géologie). En 1942, réfractaire au STO, il est interdit d'accès à la Sorbonne et doit interrompre ses études. Grâce à des amis qui lui fournissent une nouvelle carte d'identité, il est accueilli au Muséum national d'Histoire naturelle par le professeur Jeannel, titulaire de la chaire d'entomologie. En 1943-1944, il survit comme pigiste auprès de l'hebdomadaire *7 Jours* de Max Core qui le soutient durant ces moments difficiles mais il poursuit, par goût et avec d'autres collègues d'université, la prospection entomologique de forêts en Ile-de-France et la fréquentation du laboratoire d'entomologie du Muséum. Il contribue alors à sauver les « réserves artistiques » jugées improductives de la forêt de Fontainebleau, de la hache parisienne avide de bois de chauffe !

En juillet 1946, il est engagé à l'Office national antiacridien en qualité de prospecteur. Après un stage à l'Institut national agronomique de Maison-Carrée (Algérie) il est détaché en 1947 au Service de la protection des végétaux du Maroc jusqu'en 1949. Il est employé à des essais d'insecticides sur *Schistocerca* et participe à des campagnes de lutte antiacridienne. De 1949 à 1952, il est affecté à l'Institut agricole d'Algérie pour faire de la recherche sur la biologie des acridiens. D'août 1952 à janvier 1956, affecté au Niger comme chef de la mission permanente de l'Office antiacridien, il est chargé de l'organisation et de la coordination de la signalisation antiacridienne sur le territoire, de recherches écologiques sur les zones de reproduction et de multiplication et des campagnes de lutte. Il aura alors l'opportunité de mener une vie d'aventures et d'explorations sahariennes au service des connaissances scientifiques, fasciné qu'il était par la capacité de la vie à coloniser les environnements extrêmes (déserts, volcans, grottes). Jusqu'en 1953, il participe à huit campagnes biospéléologiques en Ardèche avec d'autres scientifiques. En 1956, il démissionne de l'Office national antiacridien et prend une année sabbatique. Il est alors rattaché au Muséum d'Histoire naturelle de Paris, d'abord en qualité de correspondant et boursier du Muséum au Laboratoire

d'agronomie tropicale, puis attaché de recherches au CNRS, affecté au laboratoire d'entomologie agricole tropicale puis au laboratoire d'entomologie. Le thème de ses recherches portait essentiellement sur la floristique, la faunistique des massifs montagneux du Sahara méridional et de ses confins. De 1958 à 1961, il effectue diverses missions au Tibesti, dans l'Ennedi, seul ou avec d'autres professeurs du Muséum, en vue d'inventaires botaniques et zoologiques. Il est décoré en 1960 du Mérite saharien pour ses travaux sur le Sahel et la Mauritanie. En 1960, il s'inscrit à la Faculté des Sciences de Paris pour une thèse d'université avec pour sujet « Le peuplement entomologique du Tibesti ». En 1961, il se marie et se consacre alors au dépouillement de ses données au Muséum. En 1964, il accepte un poste d'entomologiste à l'Institut français du café et du cacao (IFCC), au Centre de recherches agronomiques de Nkolbisson (Cameroun). Pendant 10 ans, Il se consacre à l'étude des ravageurs des cultures de café et de cacao et en profite pour prospecter les montagnes et le Nord-Cameroun, collectant ainsi un très important matériel entomologique déposé pour la plus grande partie au Muséum national d'Histoire naturelle. Au cours de cette période, il découvre le déclassement des « réserves artistiques » de Fontainebleau et la coupe à blanc du Bas-Bréau par l'ONF (Office national des forêts), qu'il avait contribué à sauver de la hache allemande durant la guerre ! En 1974, il crée au sein du Gerdat à Montpellier un laboratoire de faunistique destiné à l'identification des ravageurs des cultures tropicales et des espèces qui leur sont associées. Il prend sa retraite le 31 janvier 1983. Il est décoré du Mérite national. Mais il n'arrête pas pour autant ses activités scientifiques et effectue encore des missions ! Il continue à travailler au Muséum sur la faune africaine et s'implique dans des actions de protection des milieux. Ainsi, il sera très actif au sein de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

De 1999 à 2005, il est associé à la création de la Réserve de biosphère de Fontainebleau. Il dirige alors un observatoire de la biodiversité destiné à estimer l'impact des réserves biologiques et de la fréquentation du public sur la biodiversité. Cette étude fut diversement appréciée et resta lettre morte.

En 2001, il est nommé au Conseil scientifique régional de protection de la nature d'Ile-de-France et se consacre à la désignation des sites Natura 2000 pour la région puis des zones d'intérêt écologique, tout en continuant son activité au Muséum. Il participe au conseil d'administration de la Société nationale de protection de la nature et de l'Association des naturalistes de la vallée du Loing (ANVL), au conseil scientifique de la Réserve nationale de Camargue, au comité français de l'UICN en tant qu'expert ainsi qu'à différentes commissions départementales. Enfin, il participe à la création des RNV (réserves naturelles volontaires) devenues RNR (réserves naturelles régionales) du Marais de Larchant et du Prieuré Saint-Martin dont il est devenu administrateur. En 2013, à l'occasion du cinquantenaire de l'ANVL, il publie un livre sur la Forêt de Fontainebleau, vue au travers de son entomofaune, intitulé *Fontainebleau, terre de rencontres*.

En 2015, à 94 ans, jugeant plus sage d'abandonner ces différentes activités, il se retire à Montpellier. Cependant, comme membre et doyen de l'Adac, il continue de participer aux activités de l'Adac, en compagnie de son épouse :

- en 2017, il fait une « causerie » intitulée *Le Sahara au fil de l'eau* devant une assistance nombreuse, à l'amphithéâtre du Cirad sous forme d'une présentation complexe intégrant photos, vidéos et fichiers audios !
- en 2019, à 97 ans, il publie un ouvrage intitulé *Vagabondages naturalistes*, sur son parcours personnel dans les bouleversements historiques, sociétaux et environnementaux du XX^e siècle.

Notre collègue Philippe Bruneau de Miré, doté d'une forte personnalité, nous laisse le souvenir d'un grand naturaliste, qui fut compagnon de route de Théodore Monod. Il nous a fait partager avec simplicité et de façon très accessible ses souvenirs, ses connaissances et ses documents personnels rendant compte d'une vie aventureuse de scientifique comme il n'y en a plus guère d'exemples aujourd'hui.

René Lecoustre – 4 janvier 2021

Avec une immense tristesse, nous avons appris le décès de notre collègue et ami René Lecoustre survenu dans sa 70^e année. Titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'École nationale agronomique de Montpellier, René rejoint l'IRHO en Côte d'Ivoire en 1977 en tant qu'entomologiste. Il y fait la rencontre de Philippe de Reffye à Bingerville. Grâce à son pouvoir de conviction, il implique ce dernier dans son projet de thèse sur la modélisation des interactions palmiers-insectes ravageurs. Ses travaux, menés au sein des plantations de l'IRHO en dehors de tout contact académique, seront considérés comme pionniers par le rapporteur de sa thèse, un expert en lutte biologique du CNRS. C'est toujours en accompagnant scientifiquement Philippe de Reffye que René Lecoustre deviendra un des pionniers et l'un des piliers de la construction de l'Atelier de modélisation de l'architecture des plantes (Amap) au sein du département Gerdat du Cirad, à la fin des années 80. Cette belle aventure fut à la base de la création de l'UMR Amap devenue une unité interdisciplinaire de référence associant, auprès du Cirad, l'Ird, l'Inrae, le CNRS et l'université de Montpellier.

René était un agronome né avec un sens très affuté des choses de la nature et de leur observation, avec toujours une idée neuve pour résoudre une nouvelle énigme botanique ou agronomique. Il était de ces experts généralistes ingénieurs, qui sont des puits de connaissances et qu'on va consulter lorsque les spécialistes ont rendu leur tablier face à un problème complexe ou pour résoudre tout sujet saugrenu. Sa créativité innée et son instinct de « bricoleur » ont fait de lui un orfèvre et un véritable artiste de réalisation des premières architectures de plantes simulées et représentées en 3D sur ordinateur de façon très réaliste.

Après sa rencontre avec l'architecte paysagiste Philippe Thebaut, il a été sensibilisé aux besoins des architectes de posséder une base végétale pour habiller les projets d'urbanisme et de paysagisme au côté des bâtis. De nombreux projets en Europe, Asie, Afrique, ont été réalisés en utilisant les flores locales spécialement modélisées par René (plus de 600 plantes de tous les continents). Le talent de René était extraordinaire ; sa collection synthétisée des bégonias de Rochefort est une pure merveille. Avec Hervé Rey, un autre collègue agronome Cirad de l'UMR Amap, ils ont conçu une magnifique collection 3D sur les palmiers dattiers au Maghreb.

Nous lui devons une partie de la reconnaissance de l'unité Amap par le monde scientifique, qui – souvent sceptique au début devant ces agronomes, informaticiens et botanistes qui parlaient d'architecture des plantes, de modèles de croissance et qui faisaient pousser des plantes virtuelles – a très vite été convaincu par la pertinence de ces approches pour la recherche.

René avait de nombreuses autres compétences. Il aurait pu être un excellent chef cuisinier, un maçon (il a construit la moitié de sa maison...), un charcutier (il avait, en Côte d'Ivoire avec sa femme Mariem, créé une porcherie), un guide de chasse (il chassait à l'arc !), un artiste peintre. Il était aussi photographe d'art et amateur de portraits africains.

On retiendra également de René son caractère parfois fantasque qui faisait rire ou désarçonnait, mais surtout une grande gentillesse et une extrême générosité qu'il tentait souvent de dissimuler derrière de frêles (même si souvent franches et réelles !) barricades de bougonnerie. Toutes les personnes qui ont connu René auront été marquées par ses innombrables anecdotes dont il avait souvent été l'acteur principal dans sa vie aussi riche que parfois tourmentée que ce soit en France ou dans cette Afrique qu'il adorait tant et où il a passé une dizaine d'années.

René était une « figure » d'Amap mais aussi une « figure » tout court ; érudit, scientifique, artiste, artisan, excellent compagnon de fortune et d'infortune, toujours imprévisible, il faisait surtout partie de ces personnages attachants qu'on ne peut pas oublier une fois qu'on a croisé leur route. Il nous a quittés sans avoir beaucoup profité d'une retraite méritée prise au printemps 2016. Il va beaucoup nous manquer. Nos pensées attristées et solidaires vont à sa famille et à ses amis, nombreux au Cirad et en dehors.

Dany Griffon – 2 février 2021

Notre collègue et ami Dany Griffon nous a quittés à 75 ans, des suites d'un cancer foudroyant et sa disparition nous laisse dans la tristesse. Né en 1945 à Echandelys (63) Dany Griffon restera fidèle à ses racines auvergnates où seront dispersées ses cendres.

En 1966, il entra à l'école de Brasserie de Nancy (aujourd'hui Ensia = Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires), et obtint son diplôme d'ingénieur en 1969. Il partit en coopération au Katanga (ex-Zaire) à Lubumbashi de 1970 à 1977 et commença des recherches sur le munkoyo, une bière autochtone locale. Sa rencontre avec son directeur d'école Jean-Michel Clément, en mission au Zaire, a été déterminante. De retour d'Afrique, en 1977, Dany Griffon est chargé par Jean-Michel Clément, alors directeur de l'Ensia à Massy-Douai, de la mise en place d'un cycle de formation de cadres agroalimentaires. L'aventure de la Siarc (Section ingénieurs agroalimentaires pour les régions chaudes) commence. En 1979, Jean-Paul Hébert, enseignant Ensia, transfuge de la chaire de brasserie de Douai, vient l'épauler pour développer cette filière novatrice. A partir de cette époque et pendant 40 ans, Dany et Jean-Paul formeront un duo d'amis fusionnels. En 1980, Dany est affecté au Ceemat, nouvellement transféré d'Antony à Montpellier. A la fin des années 70, Hervé Bichat avait confié au Ceemat la mission de développer des activités transversales pour la maîtrise des procédés et des équipements. Dany Griffon en a été l'artisan sous le vocable GTAA (Génie et technologie agro-alimentaires). Afin d'intégrer le Gerdat au tissu industriel local, Gridamet (Groupement recherche-industrie pour le développement de l'agronomie méditerranéenne et tropicale) est créé. Dany en a été le secrétaire général en 1985. Ce groupement évoluera, sera le précurseur de l'UMR Qualisud, qui assure toujours la pérennité de l'insertion du Cirad dans la dynamique régionale. A Montpellier, Dany a eu à cœur de prolonger sa réflexion et de capitaliser ses recherches sur le munkoyo sous forme d'une thèse qu'il présenta à Nancy le 26 octobre 1985. Sa *Contribution à l'étude des alternatives technologiques de saccharification des substrats amylicés tropicaux* sera relayée 20 ans plus tard sur les réseaux sociaux par Beer-Studies. L'originalité de ses réflexions lui vaudra l'estime et la reconnaissance des brasseurs et de nombreux *followers*.

Les titres et fonctions de Dany Griffon ont évolué en fonction des restructurations du Cirad mais l'axe resta toujours le même : écouter, animer, développer, structurer la recherche en agro-alimentaire, en privilégiant les relations non seulement entre les départements du Cirad mais encore avec les institutions extérieures. Homme clé pour l'organisation des recherches, fort de ses expériences des départements liés à l'agro-alimentaire, il est chargé en 1999 d'une mission transversale pour instaurer une démarche qualité au sein du Cirad. En 2004, il est rattaché à la direction scientifique. A partir des premières données établies par des comités de visite extérieurs, il élabora et mit en place des procédures pour l'évaluation des unités de recherche. En 2007, la direction scientifique devient direction de la recherche et de la stratégie : Dany resta en charge des évaluations des unités de recherche.

Lors de son pot de départ en retraite, le 15 octobre 2010, entouré de sa famille et de ses amis il rendit un hommage appuyé à ses collaboratrices qui l'ont accompagné pendant ces trente années consacrées au Cirad.

A la retraite, avec son ami Hébert, il publia en 2010 aux éditions Quae *Toutes les bières moussent-elles ?* et en 2013 une publication électronique avec 2000 hyperliens, *Des bières et des hommes*. En 2019, la nouvelle mouture du livre sera élue *1st best in the world* par les *25^e Gourmand Awards* considérés comme les Oscars délivrés aux meilleurs livres mondiaux consacrés à la *Gastronomy, Food and drink culture* par www.cookbookfair.com

Retracer la mémoire de Dany Griffon, c'est écrire une page d'histoire du Gerdat et du Cirad de 1980 à 2010.

« Toute sa vie Dany a été un fidèle serviteur du Cirad en veillant à développer des contacts avec des partenaires extérieurs. Sa proximité avec les enseignants a aussi permis le développement de formations agroalimentaires basées sur les concepts du génie industriel alimentaire. Sa proximité avec les industriels, la reconnaissance du milieu brassicole ont fait de lui un bel ambassadeur du Cirad, de ses valeurs et de sa mission. Sous des airs tranquilles et souriants, Dany était un homme de conviction et d'opiniâtreté. Il savait porter et défendre ses projets avec la volonté de convaincre et d'expliquer. Disponible et altruiste, il inspirait le respect et l'affection amicale de tous. Tous ceux qui ont eu la chance de travailler avec lui, lui reconnaissent des qualités humaines incomparables. Fort de ces grandes qualités humaines, il s'est investi dans la fin de sa carrière dans le développement de l'évaluation et de l'assurance qualité des processus. Le Cirad lui doit beaucoup et il restera, pour tous ceux qui l'ont connu, un collègue de travail que l'on n'oublie pas. » (extrait de l'hommage fait par Michel Eddi, PDG du Cirad)

Jean-Louis Reboul – 10 février 2021

Jean-Louis Reboul nous a quittés le 10 février 2021. D'origine cévenole, il est né le 19 janvier 1943 au sein d'une fratrie de quatre enfants. Orphelin très jeune de son père ingénieur des mines décédé accidentellement dans une mine en Grèce, il a suivi sa scolarité au collège jésuite de Saint François Régis à Montpellier, puis au lycée Foch où il obtient le bac Math élem et suit une prépa agri suivie d'une prépa agro à Toulouse. Il intègre l'INA-Paris en 1963 dans la même promotion qu'Henri Carsalade, Hubert Manichon et le bien connu Maurice Rossin. Titulaire du diplôme d'ingénieur agronome avec une spécialisation en machinisme agricole, il part en 1966 en Polynésie française en qualité de volontaire de l'assistance technique avec affectation au service de l'agriculture du territoire sous l'autorité de Robert Millaud. Passionné et fortement impliqué dans les problématiques du développement agricole insulaire, Jean-Louis Reboul est recruté pour poursuivre ses activités et devenir plus tard directeur du service d'économie rurale du territoire.

Durant ces 20 années passées en Polynésie Jean-Louis a fortement contribué au développement agricole de l'archipel très étendu et hétérogène par ses climats, ses topographies, ses populations. Il a su intégrer son service dans le réseau du monde scientifique agricole de cette immense région du Pacifique, notamment avec des structures de recherche-développement d'Hawaï, de Californie, du Japon, de Taiwan. Bien naturellement il a mobilisé les compétences des instituts du Gerdar en appui au service d'économie rurale et de sa modeste institution de recherche en particulier les chercheurs de l'Irat (affectation de Jacques Larcher), de l'Irfa, de l'Irho, du Ctft. Cette mobilisation l'a conduit à devenir le représentant du Cirad-Gerdar en Polynésie. De son long séjour polynésien on peut retenir encore sa forte implication dans la création du lycée agricole d'Opunohu sur l'île de Mooréa, ses multiples publications de vulgarisation et d'informations agricoles adaptées aux milieux insulaires tropicaux et enfin sa fine connaissance de la culture et des traditions polynésiennes.

Début 1989, il est affecté par le Cirad à Antananarivo en qualité de directeur régional du Cirad à Madagascar. Dans cette nouvelle fonction de représentation institutionnelle et d'animation des équipes de chercheurs du Cirad affectés dans les structures malgaches de recherche et d'appui au développement, Jean-Louis a su mobiliser les différents opérateurs de la coopération internationale au service du développement agricole malgache notamment dans le secteur de l'agriculture familiale. Il a su avec talent faire adopter par les paysans les systèmes de culture à base de semis direct encadrés par l'ONG « Tafa » (Tany sy Fampandrosoana = Projet d'appui à la diffusion des techniques agroécologiques à Madagascar) dont il fut le fondateur. Convaincu par le positionnement original de Madagascar sur quelques niches telles que la vanille, le litchi et autres plantes aromatiques et alimentaires, il s'est impliqué avec le concours de Michel Jahiel dans la réussite de l'ambitieux programme d'appui aux exportations agricoles (PAEA) soutenu par la France et l'Union européenne. Comme en Polynésie, Jean-Louis a publié à Madagascar de nombreux documents de vulgarisation.

En 1999, il est affecté à Yaoundé en qualité de directeur régional du Cirad pour le Cameroun et l'Afrique centrale. Dans cette fonction il a conforté le partenariat du Cirad avec l'Ira et les universités camerounaises. Il a contribué à faire reconnaître les compétences du Cirad tant dans le domaine des agricultures paysannes que dans celui du projet écorégional de Garoua mais aussi auprès des grands groupes agro-industriels de la banane, du coton, du palmier à huile, du cacao...

Dans ses deux fonctions de représentation, on doit reconnaître à Jean-Louis Reboul un grand talent de négociateur et d'analyste des problématiques de développement agricole apprécié par les autorités africaines et malgaches. Il a pris sa retraite en 2007 pour se retirer principalement à Antsirabe où il a repris l'animation de l'ONG « Tafa » et secondairement sur ses terres cévenoles à Saint-Ambroix (Gard) où il repose désormais.

Michel Pescay – 26 février 2021

Notre ancien collègue, Michel Pescay, nous a quittés le 26 février dans son département natal des Landes, où il était retourné vivre, « comme les vieux éléphants » aimait-il à dire.

Né en 1935, Michel Pescay a fait la plus grande partie de sa carrière à la Sedes (Société d'études pour le développement économique et social), créée par le gouvernement français en 1958 pour accompagner les nouveaux Etats africains indépendants. Recruté en 1962 pour partir en Côte d'Ivoire, il restera à la Sedes pendant près de trente ans. Il rejoindra le Cirad en 1993 au sein du département Sar (Systèmes agro-alimentaires et ruraux) et de l'unité Isaa (Innovations dans les systèmes agro-alimentaires et ruraux), puis du département Tera et son programme Agricultures familiales.

La Côte d'Ivoire a profondément marqué la vie et la carrière de Michel Pescay. Sociologue de formation, il a fait partie de l'aventure des grandes études régionales de diagnostic socio-économique, pilotées par le ministère du Plan après l'indépendance. C'était l'époque où des équipes multidisciplinaires mettaient en œuvre des dispositifs d'enquête pluriannuels avec des degrés de finesse d'analyse qui seront difficilement égalés par la suite.

Michel sera partie prenante de l'étude de la Région Centre, puis coordonnera toutes les enquêtes sociologiques de la Région Sud-Est, qui feront de lui un spécialiste reconnu du monde Akan. Au fil des années, il continuera à analyser le contexte ivoirien et sera de l'aventure du Projet motorisation paysanne (PMP), à compter de la fin des années 1970, qui verra collaborer les équipes de la Sedes, de l'Irat et du Ceemat. Le PMP sera un des rares projets de recherche-développement d'envergure nationale, articulant des opérations-pilote dans les différentes régions du pays afin d'accompagner la modernisation des exploitations agricoles.

Parallèlement à ses activités ivoiriennes, Michel Pescay effectuera de nombreuses missions dans toute l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Mali, Burkina Faso, Bénin, Niger), qui sera indéniablement sa région de prédilection, mais aussi au Cameroun, au Gabon et en Guinée équatoriale. En regard de son « épiceutre » ouest africain, il fera une longue échappée de deux années en Arabie saoudite – qui ne sera pas son meilleur souvenir professionnel – en participant à une énorme étude socio-économique sur la modernisation du royaume.

Progressivement, Michel Pescay s'est spécialisé dans l'analyse des questions foncières. Il commencera une nouvelle carrière dans la recherche au Cirad, avec une attention particulière à la mise en œuvre des connaissances

sur les sociétés rurales dans le cadre des politiques et des interventions publiques. Il jouera un rôle important dans les différentes opérations pilotes de Plans fonciers en Côte d'Ivoire et au Bénin, qui poseront les bases de nouvelles régulations en matière de gestion du foncier et des ressources naturelles, et contribueront à ouvrir un nouveau champ de recherches au Cirad. Plus largement, il sera partie prenante des travaux qui éclaireront les stratégies des paysans et leurs motivations, au-delà de la stricte composante foncière. Il décentrera son regard au-delà de l'Afrique de l'Ouest pour analyser la réforme foncière à la Réunion et son rôle dans l'émergence d'une agriculture familiale, et pour appuyer le projet de recherche-action de l'Ouest guyanais.

D'une compétence unanimement reconnue, toujours soucieux de rendre compte le plus justement possible des résultats de ses observations de terrain et de ses analyses, Michel était aussi un bon vivant, appréciant la vie et les bonheurs qu'elle peut procurer. Il était amateur de bonne chère et en particulier des palombes, comme tant de Landais, des tapas et des maquis d'Adjamé... Danseur de rumba reconnu, amateur de la musique de Treichville, il était aussi habitué des ferias et observateur vigilant d'une tauromachie exigeante.

Michel laisse derrière lui sa famille franco-ivoirienne, ses enfants et petits-enfants, qui s'étaient installés à Bordeaux à sa grande joie. Il laisse aussi de très nombreux amis qui garderont le souvenir des longs repas conviviaux où se débattait « del più e del meno » jusqu'à ce qu'il « demande la route ». Heureux ceux qui l'ont connu...

Claude Jannot – 10 mars 2021

Notre collègue et ami, Claude Jannot, nous a quittés brutalement le 10 mars dernier dans sa 73^e année, alors qu'il était en mission de conseil auprès de planteurs de palmier à huile au Cameroun. Le palmier et l'Afrique : une culture, un continent, qui résumait toute sa vie !

Frais émoulu de l'Institut national agronomique de Paris, spécialité économie des entreprises, il débarque à 22 ans pour assumer son service militaire comme coopérant sur la station de recherche palmier de l'IRHO à La Mé, en Côte d'Ivoire. Il ne connaît rien de cet oléagineux exotique mais il va vite apprendre et mettre à contribution ses talents pour faire profiter les autres de cette plante au potentiel extraordinaire. Une année à La Mé, au département sélection du palmier puis, revenu en Côte d'Ivoire à titre civil, une autre sur la station Marc Delorme pour se familiariser avec le cocotier et le voilà bien armé pour atterrir en janvier 1973 à Palmindustrie qui plante et exploite justement le palmier et le cocotier, et déployer ainsi son savoir-faire d'agroéconomiste.

C'est l'époque du « miracle ivoirien » et le développement de la culture agro-industrielle du palmier par l'intermédiaire de cette société d'Etat a le vent en poupe. Démarrée au début des années 60, ces plantations atteindront 60 000 hectares à la fin des années 70 avec son concours efficace dans les relations avec les bailleurs de fonds, la préparation des dossiers de financement, la programmation à long terme de la politique agricole et industrielle de l'établissement, l'évaluation économique des progrès technologiques...

En 1983, la Sodepalm, société d'Etat qui gérait les plantations villageoises de palmier, est rattachée à Palmindustrie, ce qui donne un second souffle au plan palmier avec un cumul de ces petites plantations qui passe de 50 000 ha à 200 000 ha en moins de 10 ans. Il s'intéressera alors tout spécialement à la dynamique de ces plantations familiales établies dans toute la Basse Côte d'Ivoire, en s'emparant de l'outil informatique naissant qu'il maîtrise aisément. Ses analyses statistiques socio-culturelles des petites exploitations, plongées dans cette nouvelle culture difficile à maîtriser, sont d'une grande utilité pour leur encadrement sur le terrain.

Il doit quitter Palmindustrie, en voie de privatisation, en janvier 1995. Puis, mis à la disposition de la Sifca, il monte le dossier de réponse à l'appel d'offres pour la reprise d'une partie de la société d'Etat qui donnera le jour à la société Palmci.

C'est en octobre 1996 qu'il amorce sa pérégrination dans plusieurs départements du Cirad autour de l'analyse des systèmes de culture et de toutes les composantes socio-économiques quelle que soit la dimension des exploitations. Il en profite pour élargir ses compétences à l'ensemble des cultures rencontrées localement et propose ses compétences dans plusieurs pays. Soit en étant en poste pendant 2 ou 3 ans, comme au Cameroun et à l'Institut international pour l'agriculture tropicale, comme en Guinée en tant que conseiller scientifique du centre de recherche de Sérédou, soit par de très nombreuses missions principalement en Afrique (Bénin, Cameroun, Centrafrique, Ghana, Nigeria, Sierra Leone) mais aussi en Equateur et Indonésie.

Retraité en janvier 2014, il fonde sa société Tropic@venir spécialisée dans le conseil en développement rural pour les pays tropicaux. C'était une façon pour lui de continuer à mettre toute son énergie au service du développement, sa vie... Il aura aussi consacré ces dernières années à la création d'une plantation au Cameroun. Situé dans une zone isolée qu'il se plaisait à nommer « Guantanamo » tant les conditions de vie y étaient difficiles, ce projet le passionnait car il représentait encore une nouvelle expérience pour l'homme curieux qu'il a toujours été.

Tâche difficile que d'appréhender de façon exhaustive sa riche personnalité multi-facettes. Un homme aimable, gentil, astucieux, à l'intellect puissant (*Le plus intelligent de nous tous à Palmindustrie*, dixit son DG !), masqué par un dilettantisme apparent. Toujours sur la brèche, toujours à l'affût d'idées nouvelles, toujours une solution à proposer, toujours prêt à rendre service mais difficile à saisir tant il était sollicité... Ceux de ses collègues qui ont eu la chance de partager des missions avec Claude en gardent tous un excellent souvenir tant il était en permanence à l'écoute, curieux en plus d'être un compagnon agréable et toujours bienveillant. Ce n'était pas le palmier qui le passionnait mais l'homme qui le cultivait, qu'il en ait un hectare ou des milliers : quelle est la meilleure solution dans son cas ?

C'est avec beaucoup d'émotion et de peine que nous rendons hommage à Claude Jannot. Nous présentons toutes nos condoléances à sa famille qui a partagé avec lui une bonne partie de cette saga essentiellement franco-africaine au long cours.

Françoise Beugnon – 11 avril 2021

Françoise Beugnon dite « Fanchon », épouse de notre collègue Michel Beugnon, est décédée à l'aube de ses 80 ans, le 10 avril 2021, des suites de la Covid 19. Née Françoise Martinat à Kindia (Guinée) le 25 mai 1941 de parents planteurs de bananiers et ananas, elle est recrutée en 1959 par l'Ifac (Institut des fruits et agrumes coloniaux) en qualité de secrétaire de direction auprès de Jean Morel, directeur du centre de recherches fruitières de Foulaya.

En octobre 1961, elle épouse à Conakry Michel Beugnon, agronome chercheur du programme Bananiers dirigé par Jean Champion. Depuis cette époque « Fanchon » a accompagné son mari dans toute sa carrière qui s'est déroulée outre-mer : après la Guinée, la Côte d'Ivoire (trois affectations à Abidjan et Azaguié), le Cameroun à Ekona, le Sénégal à Ziguinchor, Madagascar à l'Ivoloina, en Martinique à Moutte et Rivière Lézarde. Madame Beugnon, comme de nombreuses conjointes de chercheurs à cette époque (1960-1990), a sacrifié sa vie professionnelle pour suivre son mari sur des stations de recherches souvent isolées avec l'obligation d'assurer sur place l'éducation scolaire de leurs deux filles, Sophie et Hélène, nées à Abidjan.

Très imprégnée et respectueuse des traditions et cultures africaines et malgache, elle laisse dans la mémoire de tous les anciens du Cirad qui l'ont bien connue outre-mer l'image d'une femme joviale à l'intelligence vive, douée d'un sens et d'une pratique de l'hospitalité sans égal. Les membres du bureau de l'Adac adressent à Michel Beugnon, ses filles et petits-enfants leurs sincères et amicales condoléances. Françoise Beugnon repose désormais à Thouars dans les Deux-Sèvres.

Jacques Godefroy – 27 avril 2021

Notre collègue Jacques Godefroy nous a quittés le 27 avril 2021 à l'âge de 91 ans. Il est né le 2 mai 1930 à Rennes. Son père était général dans l'armée de terre et sa mère au foyer.

Après un bac série math élém en 1951, suivi d'une classe préparatoire, il intègre l'école supérieure d'agriculture de Tunis dont il sort ingénieur agricole en 1955. Il fait 28 mois de service militaire dans un régiment du train basé en Allemagne avec le grade de sous-lieutenant. Début novembre 1956, il est mobilisé pour commander le groupe de transport 530 basé à Chypre en appui aux troupes franco-anglaises de débarquement en Egypte.

En octobre 1957, il est recruté par l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (Ifac) en qualité d'agronome au programme bananier sur la station de Nyombé au Cameroun, dirigée par François Trupin. Pour des raisons d'insécurité, il quitte le Cameroun en 1960 pour rejoindre la station d'Azaguié en Côte d'Ivoire. Ces premières années d'agronome chercheur de terrain ont suscité chez Jacques une curiosité et un intérêt particulier pour la science du sol appliquée aux productions fruitières tropicales. Pour conforter cette appétence scientifique, il obtient un certificat de pédologie à l'université de Louvain et, en 1964, un diplôme de pédologie délivré par l'Orstom. Cette même année il épouse à Paris, Claudie Uriot qui le suivra pendant tout le reste de sa carrière. Enfin pour être plus légitime et reconnu dans la communauté scientifique, en 1974, il consolide ses connaissances par la soutenance d'une thèse d'ingénieur-docteur sous la direction du professeur Duchaufour (diplôme obtenu avec la mention très honorable et félicitations du jury) au CNRS de Nancy. Dès 1965, l'institut valorise ses nouvelles compétences en le nommant chef du service d'agropédologie. A ce titre, il crée et anime, de 1965 à 1977, le laboratoire d'analyses « sol et eau » sur la station d'Azaguié (Côte d'Ivoire) dirigée par Jean-Marie Charpentier. En 1977 et 1978 il crée et dirige avec Mme Dormoy un deuxième laboratoire aux mêmes fonctions sur la station de Moutte en Martinique, dirigée par André Lefebvre. De 1979 jusqu'à son départ en retraite, en 1995, il passe sous statut Inra et exerce plusieurs fonctions et responsabilités à partir de Montpellier : coordinateur des recherches en agropédologie du Cirad-Filhor en liaison avec les chefs de programme filières et en liaison avec la Mission connaissance et amélioration du milieu (Micam) ; directeur de recherches spécifiques en Martinique et en Corse ; missions d'expertise et d'enseignement.

Sur le plan scientifique, l'expertise et l'appui au développement, on doit retenir de la carrière de Jacques Godefroy : son rôle essentiel de pédologue dans les recommandations et le choix des terrains expérimentaux, des terrains dédiés aux unités types de production (UTP), des périmètres des projets de développement des cultures fruitières tropicales et méditerranéennes. Par exemple, on peut rappeler la cartographie très détaillée des sols du domaine de Rivière Lézarde en Martinique ayant permis à Philippe Melin et Yves Bertin de faire des choix appropriés de répartition des espèces fruitières. On peut citer aussi sa forte implication de prospection des sols favorables au plan de relance de l'agrumiculture en Algérie.

Ses résultats de chercheur s'inscrivent sur les thématiques principales suivantes :

- lixiviation des éléments fertilisants en culture bananière et ananas ;
- relations entre matière organique, structure et fertilité ;
- dynamique de l'azote minéral dans les sols tourbeux et les sols à halloysite ;
- effets de l'enracinement des plantes améliorantes, des rotations culturales sur les caractéristiques chimiques, structurales et microbiologiques des sols sous culture ;
- système d'avertissement à la fertilisation des bananiers.

Toutes les recherches de Jacques et ses collègues pédologues et agronomes associés ont fait l'objet de plus de 120 publications. « L'homme aux mille profils pédologiques » avait rédigé en fin de carrière une énorme synthèse de ses travaux de recherche dont la publication n'a malheureusement pas abouti.

Sur un plan plus intime on peut retenir de la personnalité de Jacques Godefroy : l'extrême rigueur et l'organisation de chacun de ses actes professionnels frisant parfois la maniaquerie ; le souci pédagogique de la transmission de ses savoirs auprès des jeunes chercheurs en situation sur les terrains d'outre-mer ; son assiduité pour les activités physiques et sportives (équitation et voile en Afrique, ski alpin toujours à Morzine) ; son exigence redoutable pour l'éducation scolaire de sa fille Sandrine. Abrisé derrière son immense culture, Jacques aimait toutefois faire partager ses vécus burlesques lors de ses missions outre-mer.

Ce collègue attachant, modeste, mordu de pédologie, fait partie de ces pionniers de la recherche agronomique tropicale française qui laisseront une trace dans l'histoire du Cirad et dans nos mémoires.